

idien

« La situation est critique dans le Finistère »

Le 10 novembre, les radiologues ont manifesté contre la baisse des tarifs des actes remboursables imposée par l'Assurance maladie.

« La situation est critique dans le Finistère. » Ce sont les mots employés par les radiologues libéraux du département. La baisse des tarifs de l'imagerie médicale prévue dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale est une « **décision brutale** » disent-ils. Après la grève nationale du 10 novembre, ils en appellent aux élus finistériens.

Dans le département, en 2025, 41 radiologues se sont installés contre 54 en 2008, avec une traduction de cette baisse encore plus forte dans le sud. « **Des fermetures de structures d'imageries sont déjà actées pour Saint-Pol-de-Léon, Concarneau, Audierne et Crozon.** Plusieurs cabinets sont fragilisés, avec un seul radiologue. »

Frein de l'offre de soins

Un contexte qui s'explique, d'après les radiologues, par « **le caractère excentré du Finistère, une formation universitaire limitée au CHU de Brest avec peu de maintien des diplômés dans le territoire, l'activité croissante des postes hospitaliers ou des sociétés de télé imagerie qui n'imposent aucun investissement pérenne dans le matériel et un contexte réglementaire et financier de plus en plus défavorable à l'installation libérale.** »

Les professionnels précisent par ailleurs que « **l'obtention d'autorisations pour installer de nouveaux équipements d'imagerie est particulièrement complexe et restrictif en Bretagne, freinant le développement** »



Les centres d'imagerie en activité et ceux qui sont fermés depuis 2010.

PHOTO : INFOGRAPHIE OUEST-FRANCE

ment de l'offre de soins ».

La loi sur le financement de la sécurité sociale enfonce le clou. Exemple : l'instauration d'actes gratuits obligatoires par la révision de la cotation des actes multiples. « **Quelle profession accepterait d'être contrainte à travailler gratuitement ?** »

Le projet de loi prévoit d'autoriser la Cnam « **à effectuer unilatéralement des prélèvements financiers.** » Un frein pour la profession. Avec un avenir peu clair : « **Une impossibilité de convaincre les banques de financer de nouveaux projets d'investissements, le gel de projets en cours, comme le projet d'imagerie à Châteaulin, les réaménagements à Plougastel et Landerneau.** »

Sans oublier les conséquences pour les patients : allongement des délais de rendez-vous, menace sur le dépistage de cancers etc.

Jean-Marc PINSON.

le partager
OUEST-FRANCE

ar ailleurs,
mentation
ul endroit.
gner sur
oisonner
violences
troubles
veillance,

TY MEN.

Une laiterie réclame 10 M€ à Brest Métropole